

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Décembre 2000

FAITS SAILLANTS

-  **L'essor de l'économie se poursuit au troisième trimestre, la production augmentant de 4,8 % (taux annuel).**
-  **Le nombre d'emplois progresse en novembre, de concert avec une solide croissance de la population active.**
-  **Malgré un affaiblissement de la demande des États-Unis, notre excédent commercial reste élevé grâce à l'amélioration des termes de l'échange du Canada.**
-  **La Banque du Canada ne modifie pas les taux, car le taux d'inflation de base se maintient sous le point médian de la fourchette cible officielle.**
-  **En novembre, le dollar canadien atteint son niveau le plus bas depuis deux ans, mais il se redresse après la publication de nouvelles encourageantes sur le plan économique.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	792,6	-0,0	4,1	Sept.
Biens	259,0	-0,5	3,6	Sept.
Services	533,6	0,2	4,4	Sept.
Indice composite	167,6	0,7	9,0	Oct.
Emplois (En milliers)	15 036	0,4	2,4	Nov.
Temps plein	12 343	0,6	2,6	Nov.
Temps partiel	2 693	-0,8	1,4	Nov.
Chômage (En %)	6,9	6,9	6,9	Nov.
Jeunes*	12,6	12,9	13,1	Nov.
Adultes*	5,8	5,7	5,7	Nov.
Inflation mesurée par l'IPC*	2,8	2,7	2,3	Oct.
Ventes au détail (En M\$)	23 549	0,4	6,0	Sept.
Mises en chantier (En milliers)	155,8	-5,5	-2,6	Nov.
Balance commerciale* (En M\$)	4 299	4 063	2 878	Sept.
Exportations	34 948	0,1	14,1	Sept.
Importations	30 649	-0,7	10,4	Sept.
M&É	10 508	0,5	15,9	Sept.
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,78	5,85	5,05	6 déc.
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,52	5,61	6,10	6 déc.
Dollar canadien* (En cents US)	65,90	65,68	67,82	8 déc.

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Décembre 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>Comptes économiques et comptes financiers nationaux</i>	3
<i>PIB réel par industrie</i>	4
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	5
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	6
<i>Logement</i>	7
<i>Commerce et compétitivité</i>	8
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	9
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	10
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	11
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	12
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	13
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	14
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	15
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	16

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 8 décembre 2000. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Joe Macaluso, Arif Mahmud et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre de 2000

Au troisième trimestre, l'économie est toujours en plein essor...

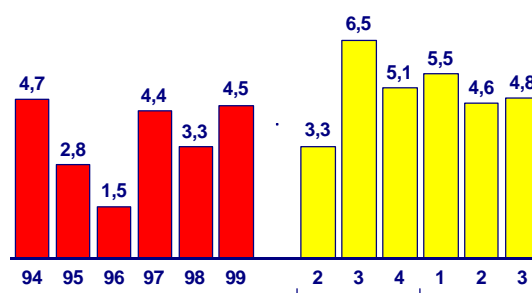
- Au troisième trimestre de 2000, le PIB réel a augmenté de 4,8 % (taux annuel), maintenant ainsi sa vitesse de croisière des deux dernières années. Cette 21^e hausse d'affilée de la production s'inscrit dans la plus longue série de gains trimestriels enregistrés depuis les années 60.
- Au troisième trimestre, la demande intérieure finale a solidement progressé (+5,9 %, taux annuel), profitant de la hausse des dépenses de consommation, du redressement observé dans le secteur du logement et de la vigueur soutenue des investissements des entreprises.
- L'accumulation des stocks a fortement stimulé les résultats du troisième trimestre, et elle est intervenue pour 40 % de l'augmentation globale de la production.
- Au troisième trimestre, les exportations réelles de biens et de services ont légèrement diminué, soit de 0,5 % (taux annuel). Il s'agit de la première baisse en près de quatre ans. Cela s'explique par un affaiblissement de la demande des États-Unis, les exportations étant freinées par la diminution des expéditions de produits automobiles et de produits énergétiques.

...mais la croissance du revenu des particuliers et des bénéfices des entreprises ralentit

- Au troisième trimestre, la croissance du revenu personnel a ralenti pour s'établir à un taux annuel de 3,2 %. Au premier semestre, plusieurs facteurs ont sensiblement fait augmenter les revenus, notamment les paiements versés par le gouvernement fédéral au titre de l'équité salariale.
- Au troisième trimestre, le taux d'épargne des particuliers a fléchi pour se situer à un niveau plancher de tous les temps (2,3 %), tandis que le ratio d'endettement des ménages a atteint le niveau presque record de 96,3 %.
- Au troisième trimestre de 2000, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 4,2 % (taux annuel). Après avoir progressé de 24 % pour l'ensemble de 1999, les bénéfices ont affiché une croissance beaucoup plus lente au cours des deux derniers trimestres.

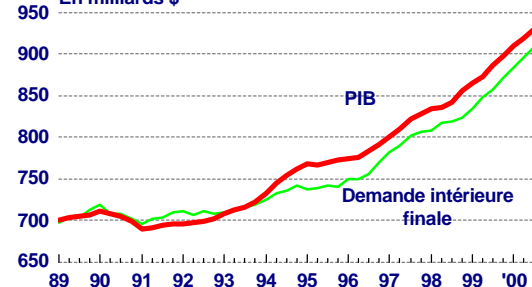
Croissance du produit intérieur brut réel

Variation en %, TAD



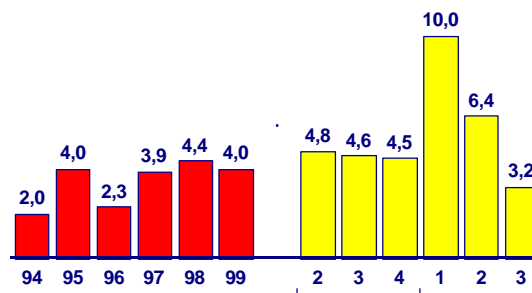
PIB et demande intérieure finale

En milliards \$

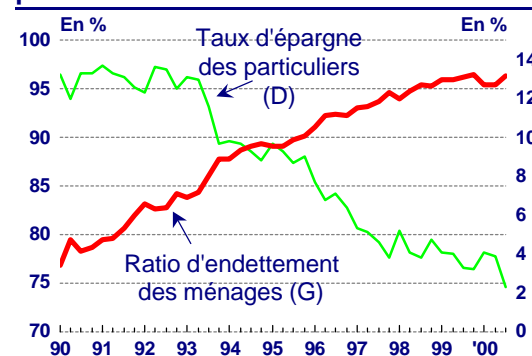


Croissance du revenu des particuliers

Variation en %, TAD



Taux d'endettement et d'épargne des particuliers



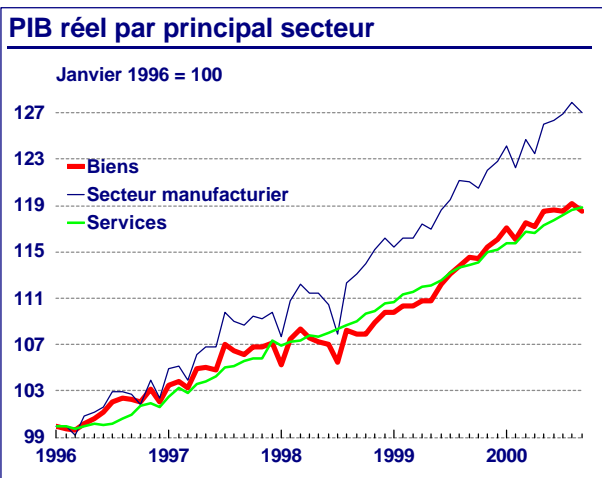
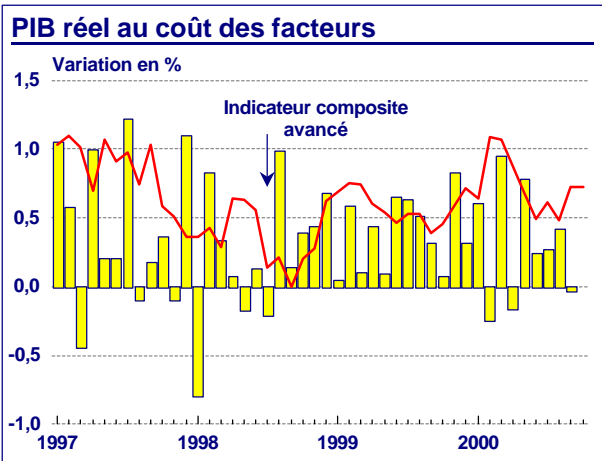


En septembre, l'économie fait une pause...

- Le PIB réel n'a pas bougé en septembre, après avoir enregistré des gains importants au cours des quatre mois précédents. Le repli du secteur manufacturier est en grande partie responsable de ce ralentissement.

...freinée par le recul du secteur manufacturier

- Dans le secteur des biens, la production a fléchi de 0,5 % en septembre. Les pertes ont été ressenties un peu partout dans le secteur manufacturier : la production de biens électriques et électroniques a enregistré un recul pour la première fois cette année, et les difficultés liées à la production et l'affaiblissement de la demande américaine ont nui aux activités de montage des automobiles. Les pertes subies par le secteur manufacturier sont certes ce qui a le plus nui aux résultats globaux, même si la plupart des grands groupes industriels du secteur des biens ont faibli, eux aussi.
- D'autre part, les industries productrices de services ont accru de 0,2 % leur production en septembre, les gains les plus importants étant observés dans les services aux entreprises, les services gouvernementaux ainsi que le logement et l'alimentation. La demande de services informatiques est restée très forte, et elle est intervenue pour environ la moitié de l'accroissement de l'activité dans les services aux entreprises. Dans le commerce de gros, l'activité a diminué, faisant ainsi écho à la baisse du chiffre d'affaires des distributeurs de produits automobiles, de produits alimentaires et de matériaux de construction.



PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Septembre 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	792 604	-248	-0,0	4,1
Secteur des entreprises	663 275	-525	-0,1	4,7
Biens	259 036	-1 372	-0,5	3,6
Agriculture	12 899	-4	-0,0	-4,2
Pêche et piégeage	672	-6	-0,9	-0,6
Abattage du bois et foresterie	4 777	-141	-2,9	-2,8
Exploitation minière*	27 164	-53	-0,2	3,9
Sect. manufacturier	144 529	-1 074	-0,7	4,9
Construction	42 708	26	0,1	3,7
Autres services publics	26 287	-120	-0,5	1,4
Services	533 568	1 124	0,2	4,4
Transport et entreposage	36 971	-33	-0,1	4,3
Communications	30 690	-10	-0,0	9,7
Commerce de gros	50 228	-274	-0,5	4,5
Commerce de détail	51 673	101	0,2	6,3
Finance et assurances	43 703	111	0,3	5,9
Agents d'ass. et agents imm.	83 207	164	0,2	2,7
Services commerciaux	50 893	556	1,1	10,8
Services gouvernementaux	47 518	266	0,6	2,8
Enseignement	40 940	-11	-0,0	0,5
Soins de santé et services sociaux	46 429	2	0,0	0,4
Logement et alimentation	21 301	196	0,9	5,3
Autres	30 015	56	0,2	1,8

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

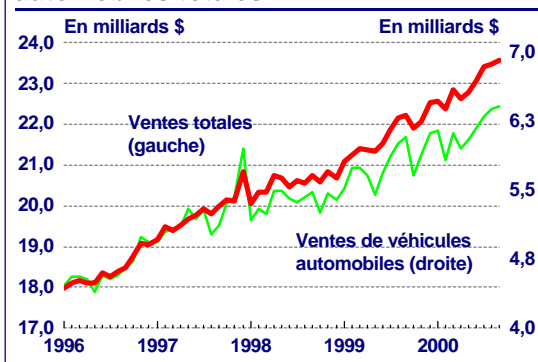
Les dépenses de consommation se raffermissent au troisième trimestre...

- Au troisième trimestre, les dépenses de consommation ont affiché leur plus forte hausse en plus de deux ans, soit 5,5 % (taux annuel).
- Les dépenses ont augmenté dans toutes les grandes catégories, mais ce sont les achats de biens durables qui ont enregistré la plus forte croissance, soit 16,3 %, les ventes de véhicules automobiles étant stimulées par les généreuses promotions des fabricants.

...mais elles pourraient ralentir au quatrième trimestre

- Au troisième trimestre, le revenu disponible a progressé plus lentement, puisque la croissance des transferts aux gouvernements a été supérieure à la croissance des revenus par rapport au trimestre précédent. Après correction pour l'inflation, le revenu personnel disponible a perdu 1,5 % (taux annuel), soit la première baisse trimestrielle en quatre ans.
- La situation financière des ménages reste vulnérable, le taux d'épargne des particuliers étant faible et les niveaux d'endettement, élevés. Il faudrait que le revenu disponible augmente et que l'emploi s'améliore fortement pour que les dépenses de consommation augmentent.
- Un essoufflement des ventes de véhicules automobiles, élément important de la vente au détail, est à prévoir puisque la récente augmentation est le résultat des généreuses promotions offertes.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



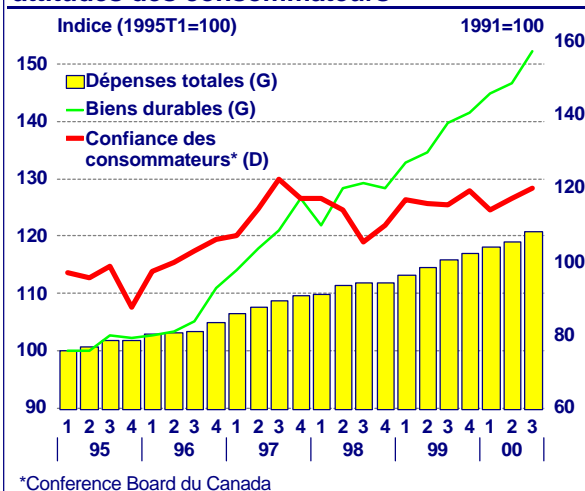
Ventes au détail et crédit à la consommation

	Variation en % depuis		
	Septembre 2000	le mois dernier	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	23 549	0,4	6,0
Alimentation	5 127	-0,1	4,3
Pharmacies	1 153	1,6	3,2
Vêtements	1 297	3,3	10,9
Meubles	1 292	2,2	11,7
Automobiles	9 592	0,5	7,6
Magasins de march. diverses	2 588	-1,1	0,4
Tous les autres magasins	2 500	-0,1	6,1
Total excluant véhicules automobiles	17 145	0,4	6,2
Crédit à la consommation (Données non révisées)	189	1,1	10,8

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)			
	1998	1999	2000 T2	2000 T3
Consommation réelle (En \$ 1992)	487 866	504 763	522 044	529 036
Variation en %	2,9	3,5	3,6	5,5
Biens durables	66 487	71 859	76 776	79 724
Variation en %	5,9	8,1	4,8	16,3
Biens semi-durables	45 751	47 103	48 976	50 000
Variation en %	4,4	3,0	3,2	8,6
Biens non durables	120 795	123 344	125 572	126 084
Variation en %	1,7	2,1	1,9	1,6
Services	254 833	262 457	270 720	273 228
Variation en %	2,5	3,0	4,1	3,8
Revenu disponible	567 960	590 608	622 172	624 300
Variation en %	3,9	4,0	5,2	1,4
Taux d'épargne (En %)	4,5	3,7	3,9	2,3
Ratio d'endettement (En %)	94,9	96,1	95,4	96,3

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



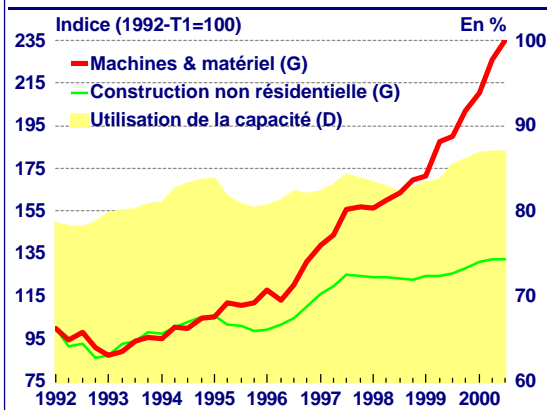
Au troisième trimestre, les investissements des entreprises restent vigoureux...

- Au troisième trimestre, les investissements des entreprises dans les M&M ont conservé leur grande vigueur, augmentant de 16,0 % (taux annuel). La hausse du troisième trimestre a surtout été le fait des achats d'équipement de télécommunication, même si les achats d'automobiles, de meubles, d'ordinateurs et d'autre matériel de bureau se sont également accrues.
- Dans la construction non résidentielle, l'activité a fléchi à la suite d'une importante décélération de la croissance au trimestre précédent. La situation de la construction non résidentielle n'a pas beaucoup changé, et les activités d'exploration dans le secteur pétrolier et gazier ont été ralenties par le mauvais temps et les pénuries de matériel et de personnel.

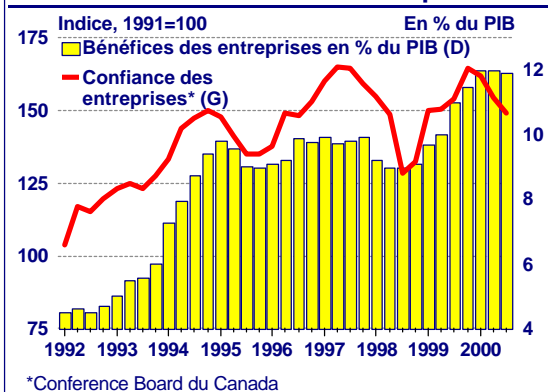
...mais ils pourraient s'atténuer au cours des prochains trimestres

- Une surcapacité de production et un ralentissement de la croissance de la production (imputable à un repli des exportations) ont mené à une baisse du taux global d'utilisation de la capacité au troisième trimestre.
- Une décélération de la croissance et des résultats peu reluisants au chapitre des bénéfices des sociétés pourraient, à l'avenir, freiner quelque peu les investissements des entreprises.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T4	2000 T1	2000 T2	2000 T3
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & matériel (En \$ 1992)	65 357	75 557	81 248	84 616	91 036	94 472
Variation en %	9,0	15,6	27,2	17,6	34,0	16,0
Construction non résidentielle (1992\$)	39 502	40 288	41 040	42 056	42 348	42 296
Variation en %	1,7	2,0	8,6	10,3	2,8	-0,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,8	84,6	86,0	86,8	87,0	86,9
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	83,8	85,7	86,6	87,1	87,1	87,5
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	142 296	174 317	189 792	204 916	209 996	210 212
Variation en %	-13,3	22,5	19,0	35,9	10,3	0,4
Bénéfices - Industries non financières	94 891	123 372	135 332	139 896	145 836	148 632
Variation en %	-13,6	30,0	18,4	14,2	18,1	7,9
Bénéfices - Industries financières	47 406	50 945	54 460	65 016	64 160	61 580
Variation en %	-12,5	7,5	20,5	103,1	-5,2	-15,1
Crédit aux entreprises	693 247	729 423	746 826	758 165	775 814	785 092
Variation en %	10,7	5,2	6,4	6,2	9,6	4,9



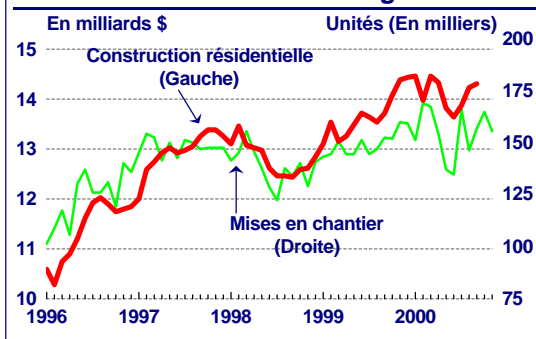
Au troisième trimestre, le marché du logement se ressaisit...

- Les investissements des entreprises dans la construction résidentielle ont repris une partie du terrain perdu au trimestre précédent, augmentant de 6,0 % (taux annuel).
- La reprise amorcée après la grève des conducteurs de bétonnières de Toronto a grandement contribué à cette avance, ce qui a mené à une hausse des investissements dans les logements neufs. Les ventes de logements existants se sont également accrues, d'un trimestre à l'autre, et l'activité dans le secteur de la rénovation s'est intensifiée.

...et poursuit sur cette voie au quatrième trimestre

- Les récentes tendances laissent croire à une intensification de l'activité sur le marché du logement. Même si le nombre de mises en chantier a fléchi, passant à 155 800 unités en novembre, il était très élevé le mois précédent (le quatrième en importance depuis 1994).
- La hausse des taux hypothécaires a contribué à l'affaiblissement du marché du logement au premier semestre. Les taux sont relativement stables depuis quelques mois, et ils ont perdu de 10 à 15 points, pour toutes les échéances, au début de décembre.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	14 305	0,6%	4,3%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 730	5,5%	-2,5%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	19 922	-81	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	155 800	-9 100	-4 200
Terre-Neuve	900	-500	-300
Île-du-Prince-Édouard	400	-300	0
Nouvelle-Écosse	1 900	100	-1 100
Nouveau-Brunswick	2 500	600	400
Québec	23 700	2 200	4 000
Ontario	67 300	-6 200	-800
Manitoba	1 300	-300	-200
Saskatchewan	1 800	0	200
Alberta	23 600	2 800	2 800
Colombie-Britannique	11 200	-7 500	-5 900

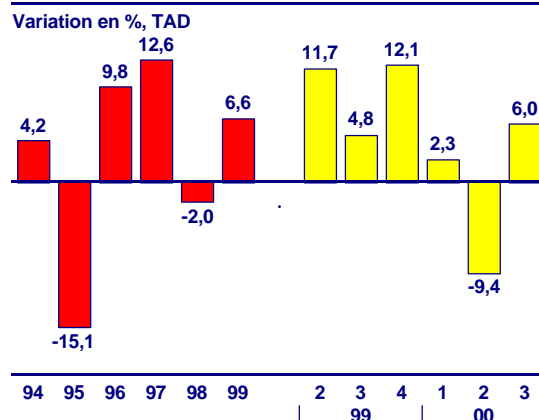
1 - Données de septembre 2 - données d'octobre 3- données de novembre

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	2000 T2	2000 T3
Construction résidentielle	41 523	44 259	44 912	45 564
Variation en %	-2,0	6,6	-9,3	5,9
Construction par secteur	41 277	43 983	44 640	45 292
Variation en %	-2,0	6,6	-9,4	6,0
Logements neufs	20 701	22 258	21 968	22 268
Variation en %	-3,5	7,5	-17,8	5,6
Travaux de réparation et d'amélioration	13 640	14 399	15 380	15 644
Variation en %	2,4	5,6	2,6	7,0
Frais de propriété et de transfert	7 182	7 259	7 564	7 652
Variation en %	-5,7	1,1	-5,5	4,7

Croissance de la construction résidentielle réelle





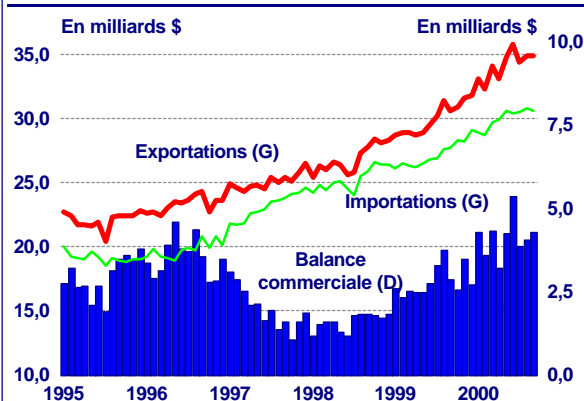
Les exportations augmentent et les importations diminuent...

- Les exportations ont légèrement augmenté de 0,1 % en septembre, manquant de vigueur après avoir atteint un sommet en juillet. La hausse des exportations de produits énergétiques — imputable principalement à l'augmentation des prix plutôt qu'à celle des volumes — a compensé la baisse des exportations de produits automobiles et de M&M.
- En septembre, les importations ont reculé de 0,7 %, les produits automobiles affichant une baisse par rapport au sommet de tous les temps enregistré en août. Ce recul témoigne également de la faiblesse des importations de pièces d'automobile attribuable à la moins grande demande américaine de véhicules automobiles.

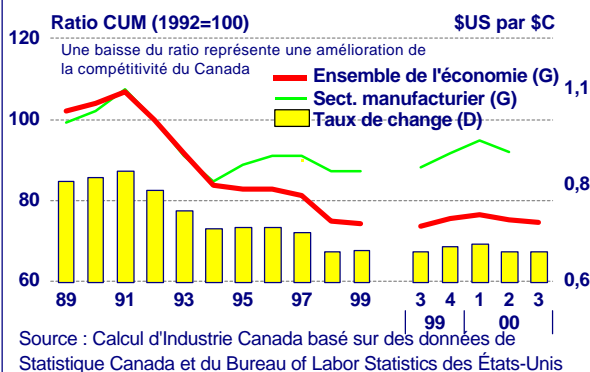
...ce qui alimente l'excédent commercial du Canada

- Compte tenu de la hausse des exportations et de la baisse des importations, l'excédent commercial du Canada est passé à 4,3 milliards de dollars en septembre.
- L'excédent commercial cumulatif pour les neuf premiers mois de l'année est plus élevé de 50 % à celui de l'an dernier, grâce à une amélioration sensible des termes de l'échange du Canada. Les principaux facteurs ayant contribué à cette amélioration sont la hausse des prix des exportations de produits du pétrole et de gaz naturel et la baisse des prix des importations de matériel de haute technologie.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Septembre 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Août 2000	Sept. 2000	Janv.-sept. 1999	Janv.-sept. 2000	Août-sept. 2000	Août-sept. 2000	Sept. 1999-sept. 2000
Exportations	34 915	34 948	266 144	307 721	33	0,1	14,1
vers les États-Unis	30 005	30 183	228 509	264 255	178	0,6	14,8
Importations	30 852	30 649	241 090	270 462	-203	-0,7	10,4
en provenance des États-Unis	22 600	22 372	184 883	199 472	-228	-1,0	6,1
Balance commerciale	4 063	4 299	25 054	37 259	236		
avec les États-Unis	7 405	7 811	43 626	64 783	406		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 356	2 307	19 024	20 624	-49	-2,1	6,5
Produits énergétiques	4 241	4 516	21 104	35 938	275	6,5	48,3
Produits de la forêt	3 356	3 431	28 978	31 330	75	2,2	3,3
Biens et matériaux industriels	5 367	5 364	42 298	48 056	-3	-0,1	13,0
Machines et matériel	9 028	8 972	63 167	77 360	-56	-0,6	22,9
Produits automobiles	8 028	7 817	71 125	72 384	-211	-2,6	0,2
Autres biens de consommation	1 207	1 233	10 083	10 796	26	2,2	12,0
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 584	1 591	13 157	13 715	7	0,4	9,1
Produits énergétiques	1 606	1 641	7 211	13 154	35	2,2	54,1
Produits de la forêt	265	263	2 033	2 289	-2	-0,8	11,4
Biens et matériaux industriels	5 825	5 846	45 650	52 631	21	0,4	10,8
Machines et équipement	10 458	10 508	79 938	90 907	50	0,5	15,9
Produits automobiles	6 677	6 323	56 473	58 471	-354	-5,3	-2,5
Autres biens de consommation	3 364	3 367	27 364	29 510	3	0,1	7,0

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



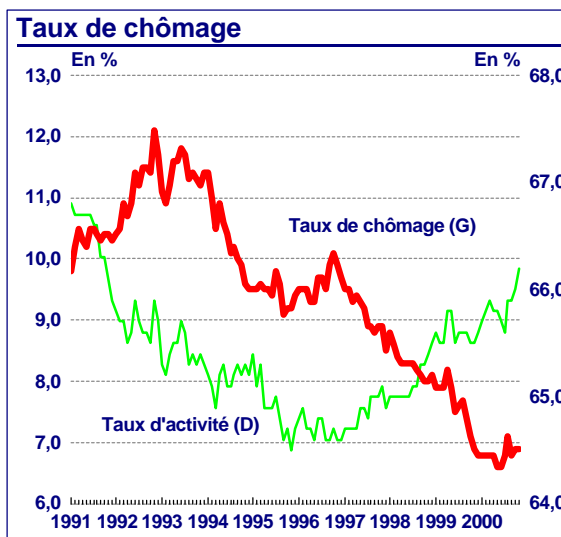
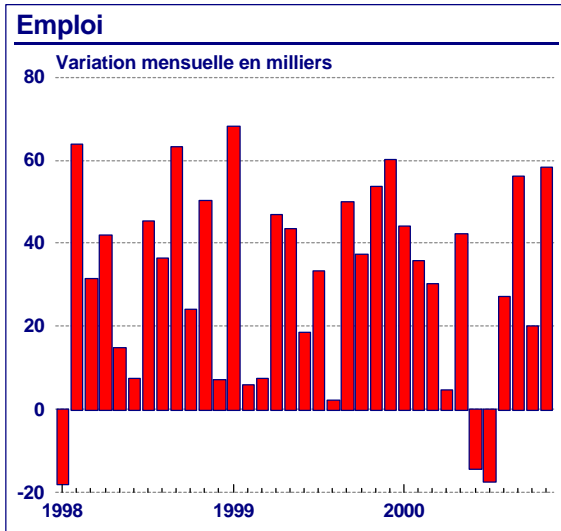
Emploi et chômage

La croissance de l'emploi prend de l'ampleur en novembre...

- En novembre, le nombre d'emplois a crû de 58 000, soit la quatrième hausse d'affilée et la plus forte augmentation mensuelle depuis janvier dernier.
- Cette augmentation est entièrement attribuable à l'emploi à temps plein (+79 000) puisque le nombre d'emplois à temps partiel a diminué de 21 000 en novembre. Comparativement à l'an dernier, l'emploi à temps plein s'est amélioré de 2,6 %, près du double du taux de croissance de l'emploi à temps partiel.

...mais le taux de chômage au Canada reste le même, soit 6,9 %

- Comme la progression de l'emploi a été jumelée à celle de la population active, le taux de chômage est resté le même en novembre, soit 6,9 %. Chez les adultes, le taux de chômage est passé à 5,8 %, mais cette hausse a été compensée par une baisse du taux chez les jeunes.
- Même si l'on compte 288 000 emplois de plus pour les onze premiers mois de 2000, le taux de chômage a peu changé d'une année à l'autre. Les importants gains réalisés au chapitre de l'emploi au cours des trois dernières années ont poussé le taux de participation à son niveau le plus élevé depuis le début des années 90.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Nov. 1999	Oct. 2000	Nov. 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 687,4	14 977,3	15 035,6	58,3	348,2	288,1	0,4	2,4
Temps plein	12 030,7	12 263,4	12 342,6	79,2	311,9	247,2	0,6	2,6
Temps partiel	2 656,8	2 713,9	2 693,0	-20,9	36,2	40,9	-0,8	1,4
Jeunes 15-24	2 241,8	2 316,2	2 325,1	8,9	83,3	71,0	0,4	3,7
Adultes 25+	12 445,7	12 661,1	12 710,5	49,4	264,8	217,2	0,4	2,1
Travailleurs indépendants	2 449,0	2 366,1	2 359,6	-6,5	-89,4	-149,4	-0,3	-3,7
Chômage	1 093,0	1 113,3	1 112,8	-0,5	19,8	37,9	-0,0	1,8
Taux de chômage	6,9	6,9	6,9	0,0	0,0	0,1		
Jeunes 15-24	13,1	12,9	12,6	-0,3	-0,5	-0,5		
Adultes 25+	5,7	5,7	5,8	0,1	0,1	0,2		
Population active	15 780,4	16 090,6	16 148,4	57,8	368,0	326,1	0,4	2,3
Taux d'activité	65,5	66,0	66,2	0,2	0,7	0,6		
Taux d'emploi	61,0	61,4	61,6	0,2	0,6	0,4		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

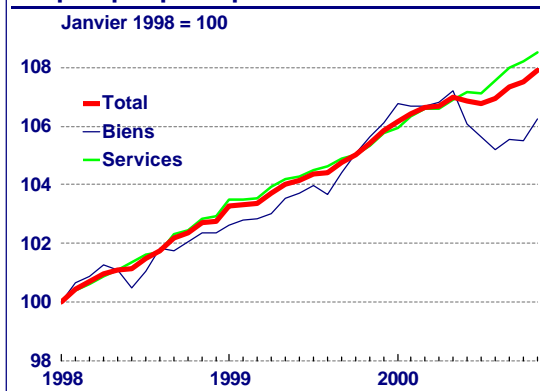
Les secteurs des biens et des services sont tous deux artisans de la croissance de l'emploi...

- Les gains notables des industries de la construction et de la fabrication ont permis aux industries productrices de biens d'afficher leur plus forte croissance globale en plus de deux ans. Néanmoins, il ne s'agit là que de la deuxième augmentation des six derniers mois, et les industries liées à l'agriculture ont continué à réduire leurs effectifs.
- Dans le secteur des services, le transport et l'entreposage, la finance, les assurances et l'immobilier ont profité des gains les plus marqués, même si les services professionnels, scientifiques et techniques ont, eux aussi, progressé considérablement. L'emploi s'est détérioré pour une quatrième fois en six mois dans la santé et l'assistance sociale.

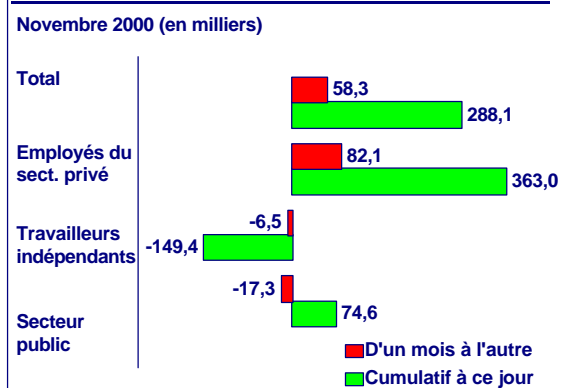
...mais l'emploi fléchit dans le secteur public

- Le secteur privé est responsable de l'augmentation nette du nombre d'emplois en novembre. Après avoir enregistré des gains en 1999 et au début de 2000, l'emploi dans le secteur public régresse depuis juillet.
- On a noté une diminution de 7 000 emplois autonomes en novembre. Cette faiblesse fait suite à plusieurs années de croissance vigoureuse.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Nov. 1999	Oct. 2000	Nov. 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 848,6	3 843,1	3 870,7	27,6	22,1	5,4	0,7	0,6
Agriculture	404,9	355,3	349,4	-5,9	-55,5	-49,7	-1,7	-13,7
Ressources naturelles*	270,8	285,8	286,3	0,5	15,5	11,0	0,2	5,7
Services publics	114,4	115,6	118,0	2,4	3,6	2,6	2,1	3,1
Construction	803,6	800,7	817,1	16,4	13,5	9,7	2,0	1,7
Fabrication	2 255,0	2 285,8	2 299,9	14,1	44,9	31,7	0,6	2,0
Services	10 838,8	11 134,2	11 164,9	30,7	326,1	282,7	0,3	3,0
Commerce	2 260,5	2 341,2	2 337,0	-4,2	76,5	65,3	-0,2	3,4
Transport	764,3	779,1	796,5	17,4	32,2	32,3	2,2	4,2
FASI*	863,1	869,7	884,5	14,8	21,4	19,2	1,7	2,5
Services prof./scientifiques	911,5	974,4	985,5	11,1	74,0	59,0	1,1	8,1
Administration et gestion	515,6	567,2	569,4	2,2	53,8	51,9	0,4	10,4
Enseignement	993,7	969,4	974,4	5,0	-19,3	-27,3	0,5	-1,9
Soins de santé/assist. sociale	1 475,5	1 529,0	1 509,4	-19,6	33,9	37,5	-1,3	2,3
Information, culture, loisirs	638,6	685,7	695,8	10,1	57,2	59,6	1,5	9,0
Hébergement et restauration	938,3	956,5	948,1	-8,4	9,8	-2,5	-0,9	1,0
Autres services	713,1	696,6	696,6	0,0	-16,5	-12,3	0,0	-2,3
Administration publique	764,6	765,5	767,9	2,4	3,3	0,1	0,3	0,4

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



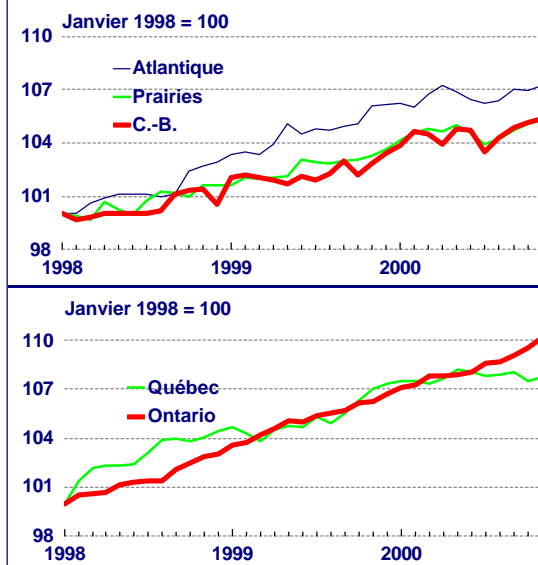
En novembre, l'Ontario mène la croissance de l'emploi...

- En novembre, la croissance de l'emploi est restée vigoureuse en Ontario avec 35 000 emplois de plus. Toutefois, même si cette province devance toutes les autres sur le plan de la croissance — exprimée en pourcentage, d'un mois à l'autre et d'une année à l'autre —, elle a vu son taux de chômage légèrement augmenter en raison de la croissance encore plus forte de sa population active.
- En Colombie-Britannique, les gains d'emplois, conjugués à un important recul de la population active, ont fait baisser de 0,7 point de pourcentage le taux de chômage, celui-ci s'établissant à 7,0 % en novembre. Une situation semblable s'est produite en Saskatchewan. Une seule autre province a vu son un taux de chômage diminuer : le Québec.

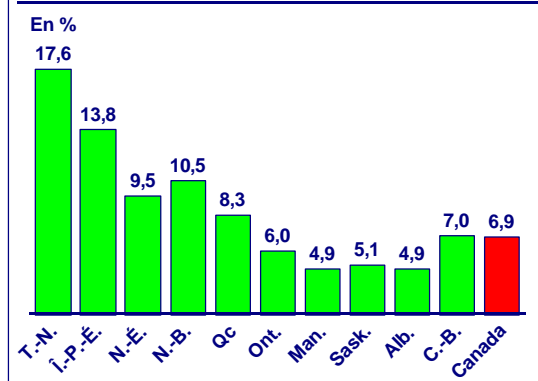
...alors que le Manitoba, Terre-Neuve et l'île-du-Prince-Édouard accusent des pertes d'emplois

- Au Manitoba, à l'île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve, l'emploi a légèrement régressé en novembre. De ces trois provinces, c'est Terre-Neuve qui a vu son taux de chômage augmenter le plus, soit d'un point, celui-ci se fixant à 17,6 %.
- Ailleurs, la faible amélioration de l'emploi a été plus que compensée par la croissance de la population active, ce qui a fait monter les taux de chômage. À noter surtout l'importante augmentation de 0,8 point au Nouveau-Brunswick.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Novembre 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Niveaux Novembre 2000	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)		
		Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	15 035,6	58,3	0,4	348,2	2,4	6,9	0,0	0,0
Terre-Neuve	205,4	-0,3	-0,1	-6,0	-2,8	17,6	1,0	1,9
Î.-P.-É.	63,5	-0,5	-0,8	0,6	1,0	13,8	0,3	0,6
Nouvelle-Écosse	420,2	1,8	0,4	8,6	2,1	9,5	0,2	0,0
Nouveau-Brunswick	338,9	1,6	0,5	7,7	2,3	10,5	0,8	0,9
Québec	3 437,5	9,2	0,3	23,8	0,7	8,3	-0,2	0,0
Ontario	5 961,8	35,4	0,6	215,6	3,8	6,0	0,1	0,3
Manitoba	555,0	-0,7	-0,1	7,9	1,4	4,9	0,3	-0,3
Saskatchewan	484,8	0,6	0,1	1,2	0,2	5,1	-0,4	-0,2
Alberta	1 604,5	7,0	0,4	41,6	2,7	4,9	0,2	-0,5
C.-B.	1 964,1	4,3	0,2	47,3	2,5	7,0	-0,7	-1,0



Prix à la consommation et prix des produits de base

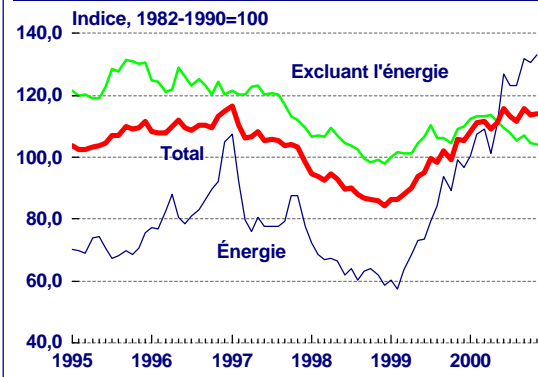
En octobre, l'inflation passe à 2,8 %...

- En octobre, le taux d'inflation annuel selon l'IPC s'est fixé à 2,8 %. La hausse des prix de l'énergie est encore le principal facteur derrière cette progression, puisqu'elle intervient pour environ la moitié de l'augmentation annuelle. La hausse des frais d'intérêts hypothécaires, ainsi que des prix des aliments achetés au restaurant, des services téléphoniques et des loyers a également joué un rôle.
- Les prix des automobiles ont diminué grâce aux généreuses promotions offertes par les fabricants dans le but de réduire leurs stocks. Le recul des prix du matériel informatique et des dépenses liées aux soins des enfants a également exercé une pression à la baisse sur l'inflation en octobre.

...mais le taux d'inflation « de base » reste dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation « de base » a augmenté de 0,2 point, en octobre, pour se fixer à 1,5 %, soit dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base se sont accrus de 8,0 % en novembre, uniquement sous l'impulsion du renchérissement de l'énergie. Les prix des produits autres que d'énergie ont fléchi de presque 5 %, en glissement annuel.

Prix des produits de base (\$ US)



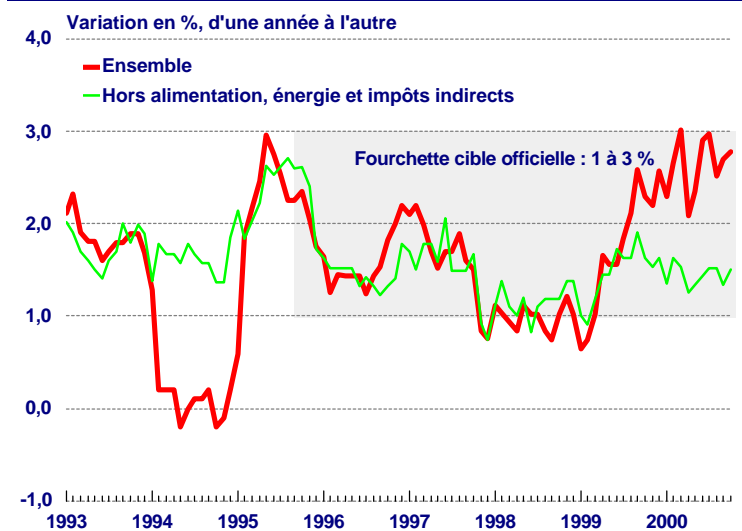
Prix à la consommation

Octobre 2000

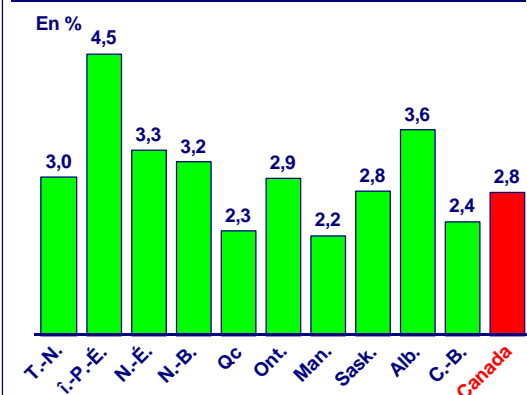
Variation en % depuis

	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	114,6	0,2	2,8
Alimentation	112,0	-0,2	1,9
Logement	110,6	0,9	4,5
Équipement du ménage	110,7	0,2	1,0
Habillement et chaussures	107,5	0,1	0,2
Transport	131,5	-0,3	3,5
Santé et soins personnels	112,8	0,4	2,0
Loisirs, formation et lecture	124,4	-0,4	2,0
Alcool et tabac	98,1	-0,3	3,7
IPC hors alimentation et énergie	114,3	0,1	1,5
Énergie	134,6	1,4	15,2
Prix des produits de base (Novembre)			
Indice, 1982-1990=100	114,3	0,6	8,0
Excluant l'énergie	104,1	-0,5	-4,8
Énergie	133,3	2,1	34,5

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Octobre 2000





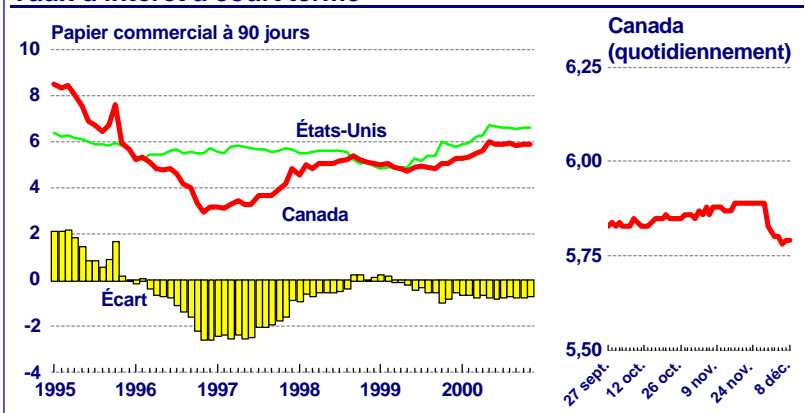
La Banque du Canada garde les taux d'intérêt inchangés...

- Les taux d'intérêt à court terme, déterminés par le marché, n'ont cessé de croître tout au long de novembre, compte tenu de la possibilité que la Banque du Canada majore les taux pour soutenir le dollar. Toutefois, les signes d'un ralentissement plus marqué que prévu aux États-Unis ont soudainement fait fléchir les taux à la fin du mois.
- Or, la Banque du Canada a annoncé, le 5 décembre, qu'elle maintenait son taux officiel d'escompte à 6,0 %. La Banque a invoqué la robustesse de la demande intérieure, et elle a fait savoir qu'elle reste à l'affût du moindre signe indiquant que la hausse des cours de l'énergie se répercute sur les autres secteurs de l'économie.

...mais la baisse des rendements des obligations permet un certain allègement des taux d'intérêt

- La décélération de la croissance aux États-Unis a atténué les craintes d'inflation et exercé une pression à la baisse sur les rendements des obligations nord-américaines en novembre. Les récentes dégringolades des indices boursiers ont également stimulé la demande d'obligations. En conséquence, les rendements des obligations canadiennes à long terme ont perdu 10 points de base en novembre. Aux États-Unis, les rendements des obligations ont reculé encore plus vite, ce qui fait qu'au 6 décembre, l'écart entre les rendements canadiens et américains était disparu.
- Même si les grandes banques n'ont pas abaissé leurs taux préférentiels à la suite de la diminution des rendements des obligations, elles ont réduit de 10 à 15 points de base leurs taux hypothécaires au début de décembre.

Taux d'intérêt à court terme

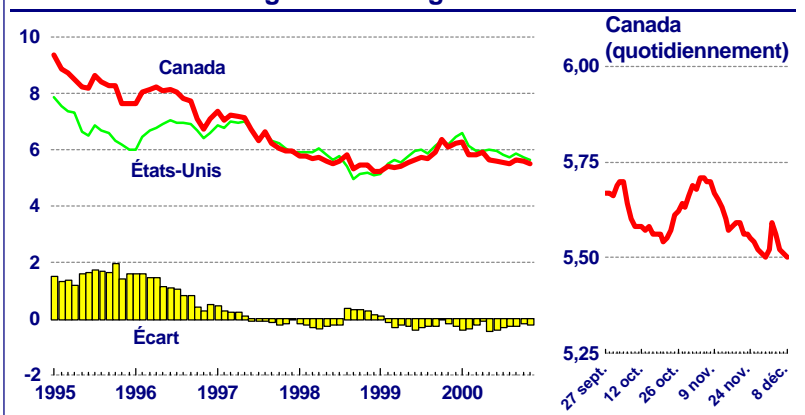


Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Jun 2000	5,89	-0,78	5,61	-0,36
Juillet	5,88	-0,71	5,55	-0,27
Août	5,90	-0,67	5,51	-0,23
Sept.	5,83	-0,72	5,67	-0,23
Oct.	5,85	-0,75	5,61	-0,14
Nov.	5,89	-0,68	5,51	-0,15
6 déc.	5,78	-0,78	5,52	0,00

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Rendement des obligations à long terme



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Jun 2000	6,00	7,50	8,10	8,45
Juillet	6,00	7,50	7,90	8,25
Août	6,00	7,50	7,90	8,25
Sept.	6,00	7,50	7,90	8,25
Oct.	6,00	7,50	7,90	8,25
Nov.	6,00	7,50	7,90	8,25
6 déc.	6,00	7,50	7,80	8,10

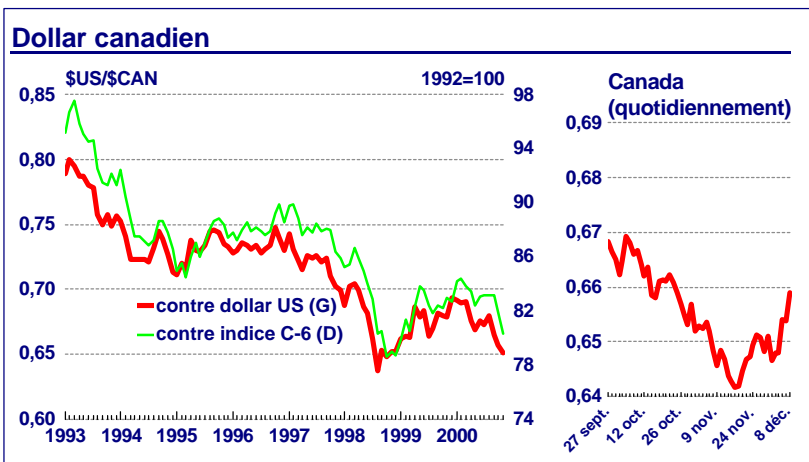


Les cours canadiens se replient pour un troisième mois de suite...

- L'indice TSE 300 a continué à glisser en novembre, terminant le mois en baisse de 8,5 % et portant le total des pertes depuis août à plus de 20 %. Des bénéfices inférieurs aux prévisions pour les secteurs clés et des prix plus faibles pour les produits de base non énergétiques ont contribué à ces baisses généralisées en novembre. Malgré les récents reculs, le TSE 300 a terminé le mois de novembre en hausse de 17,2 % par rapport à l'an dernier.
- En novembre, les marchés boursiers américains ont également fait piètre figure, l'indice S&P 500 glissant de 8 % et le Dow Jones perdant 5 %. Contrairement aux marchés canadiens, les deux principaux indices américains ont régressé par rapport à l'an dernier.

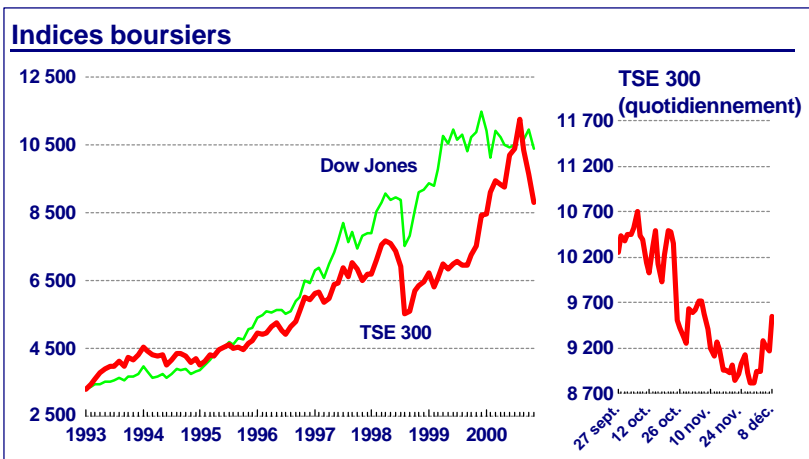
...et le dollar tombe à un niveau plancher des deux dernières années avant de reprendre un peu de vigueur

- Le 17 novembre, le dollar canadien est tombé à 64,17 cents américains, soit son niveau le plus bas depuis plus de deux ans. On peut attribuer cette faiblesse en grande partie au fait que la Réserve fédérale a décidé de ne pas abaisser les taux américains, même si le fléchissement des prix des produits de base non énergétiques et le recul des bénéfices des sociétés ont également joué un rôle.
- Par la suite, le dollar a repris une partie du terrain perdu, terminant novembre au-dessus de la barre des 65 cents américains et s'approchant des 66 cents au 8 décembre. Les indices selon lesquels l'économie canadienne devrait poursuivre son essor alors que l'économie américaine ralentit ont joué en faveur du dollar canadien.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Jun 2000	0,6754	83,06	1,393	71,84
Juillet	0,6725	83,17	1,410	73,23
Août	0,6796	83,13	1,459	72,86
Sept.	0,6651	83,16	1,513	71,88
Oct.	0,6568	81,87	1,517	71,70
Nov.	0,6510	80,34	1,485	70,75
8 déc.	0,6590			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - nov.	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	8 820	-8,5	17,2
<i>Pétrole et gaz</i>	7 531	2,6	31,6
<i>Métaux et minéraux</i>	3 429	-2,8	-9,9
<i>Services publics</i>	15 237	-1,9	52,8
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	4 539	-4,1	-4,4
<i>Entreprises de distribution</i>	5 534	0,7	13,6
<i>Services financiers</i>	9 843	-2,8	34,2
<i>Or</i>	4 081	11,2	-21,4
Coefficient de capitalisation des résultats*	24,9	-2,6	-11,8
S&P 500	1 315	-8,0	-5,3
Dow Jones	10 415	-5,1	-4,3

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

Au troisième trimestre, l'économie américaine ralentit considérablement...

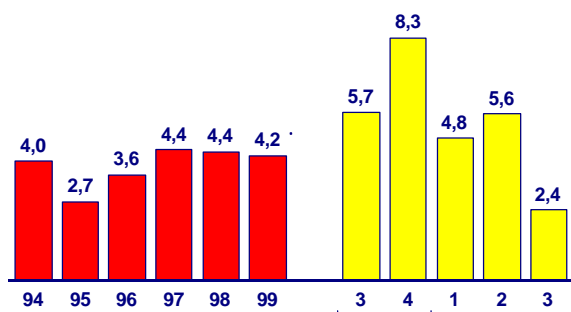
- Au troisième trimestre de 2000, selon les estimations préliminaires, la croissance du PIB réel aux États-Unis a ralenti pour s'établir à 2,4 % (taux annuel). Il s'agit de la plus faible augmentation depuis le troisième trimestre de 1996. Les dépenses de consommation ont conservé leur vigueur, mais la croissance des importations s'est emballée au cours du trimestre.
- Le déficit commercial des États-Unis s'est creusé en septembre, se fixant à 34,3 milliards de dollars. On peut imputer cette hausse aux importations plus importantes et aux exportations légèrement plus faibles.
- Le marché du travail continue de faiblir, le nombre de nouveaux emplois ne s'établissant qu'à 94 000 en novembre. Dans le secteur privé, on dénombre 148 000 emplois de plus, hausse partiellement annulée par le moins grand nombre d'emplois dans la fonction publique. Le taux de chômage s'est légèrement redressé, s'établissant à 4,0 %, comparativement à 3,9 % en octobre.

...et la Réserve fédérale ne modifie pas les taux

- Malgré l'affaiblissement de la demande, la Réserve fédérale a maintenu la position qu'elle avait prise à sa réunion du 15 novembre. Ainsi, le taux des fonds fédéraux est resté à 6,5 %.
- En glissement annuel, les prix à la consommation aux États-Unis ont progressé de 3,4 % en octobre. Même si elle n'a pratiquement pas cessé de croître tout au long de l'année, l'inflation de base s'est repliée (2,5 %). Les prix à la production sont supérieurs de 3,6 % à ceux de l'an dernier.

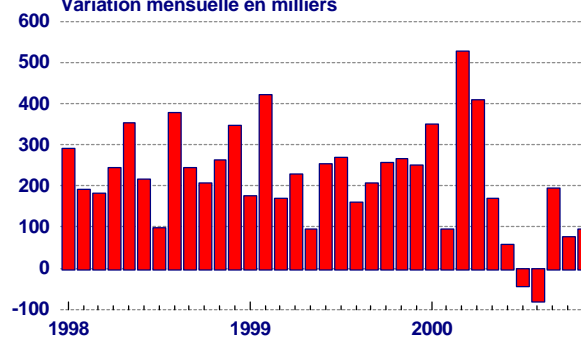
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



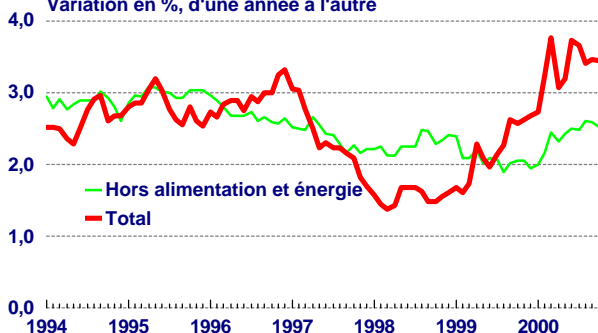
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

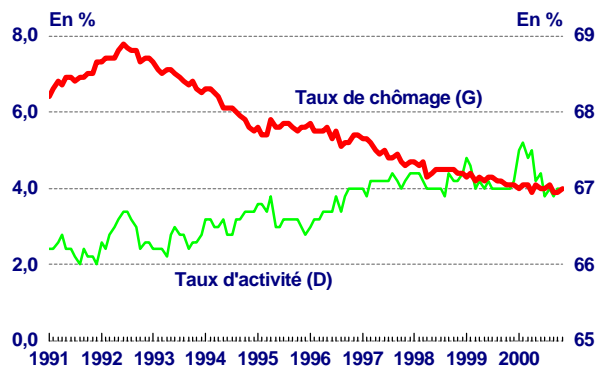


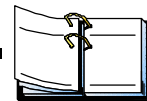
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Indice des prix à la consommation - Novembre	14 décembre
Enquête sur le secteur de la fabrication - Octobre	18 décembre
Commerce international - Octobre	19 décembre
PIB au coût des facteurs - Octobre	22 décembre
Enquête sur la population active - Décembre	5 janvier
Enquête sur la situation des entreprises - Janvier	1er février
Investissements privés et publics au Canada : Perspectives - 2001	21 février
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 4e trimestre 2000	27 février
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 4e trimestre 2000	28 février
Balance des paiements internationaux - 4e trimestre 2000	28 février
Taux d'utilisation de la capacité - 4e trimestre 2000	9 mars

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Novembre	15 décembre
Commerce international - Octobre	19 décembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	19 décembre
PIB - 3e trimestre 2000, données finales	21 décembre
Situation de l'emploi - Décembre	5 janvier

Nota : Les IEM de décembre sont fondés sur les données connues au 8 décembre 2000